

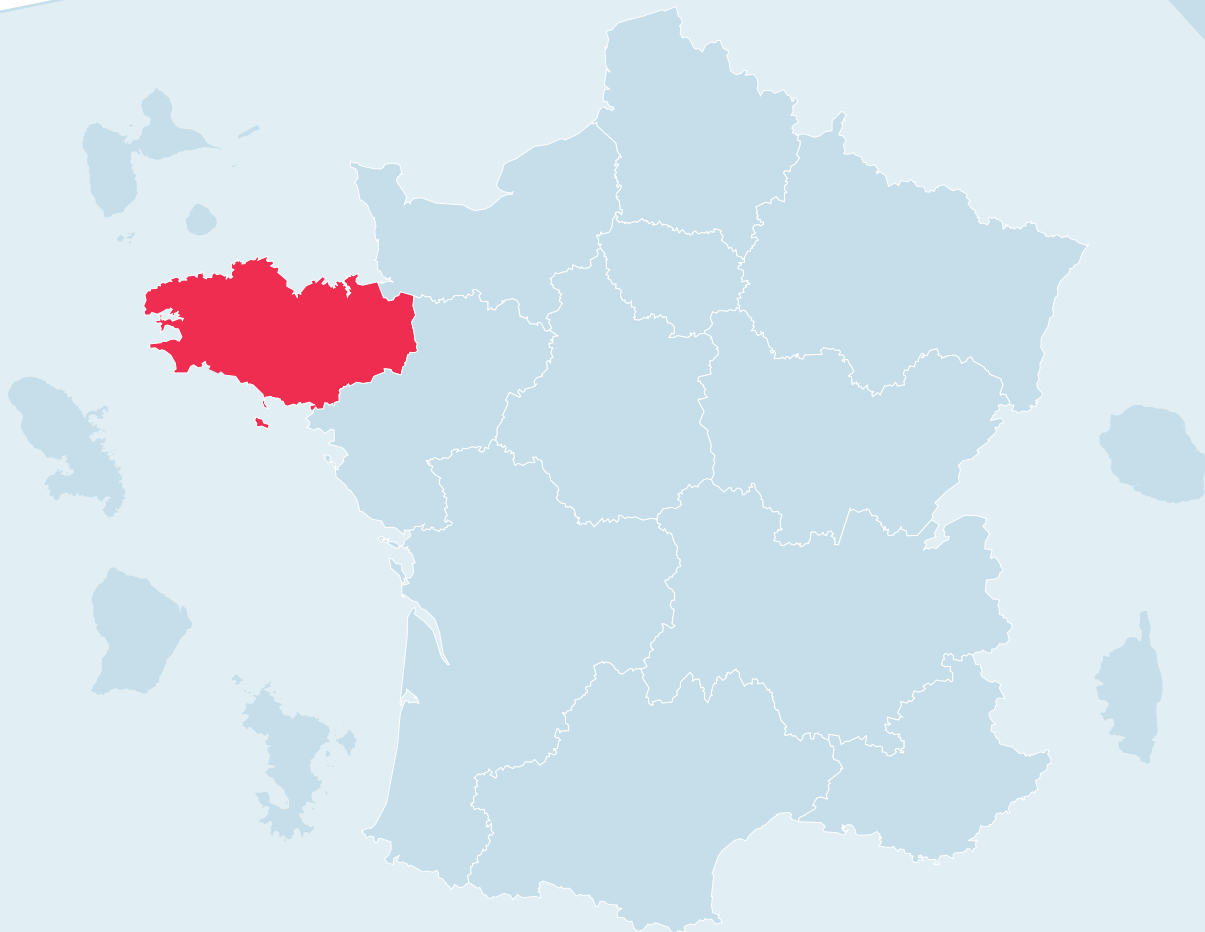


FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

Monographies régionales



Mai 2026



R É G I O N
B R E T A G N E



RÉGION BRETAGNE

SOMMAIRE

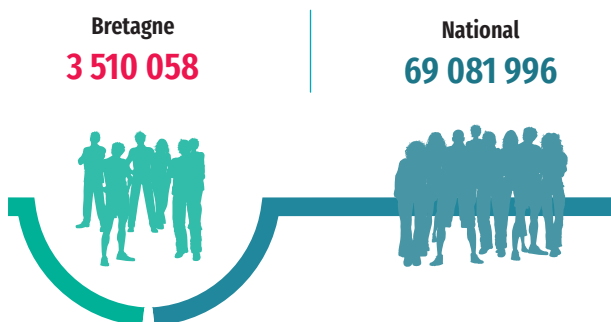
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES	3
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE.....	5
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS	8
BUDGETS	10
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT).....	11
DERNIERES ACTUALITES.....	13

La collecte des données contenues dans ce document est arrêtée en avril 2026.

PRINCIPAUX INDICATEURS

POPULATION

Nombre d'habitants au 1^{er} janvier 2026



SECTEURS D'ACTIVITÉ

Taux d'emplois en 4^e trimestre 2025



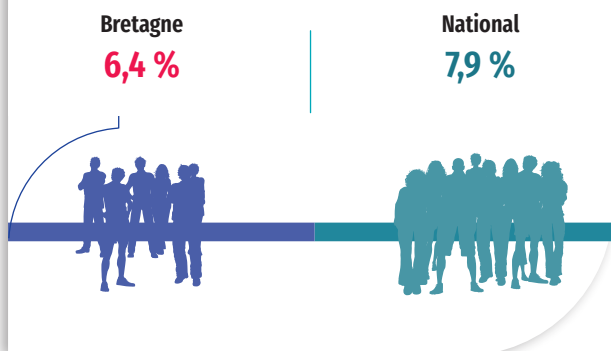
SECTEURS TERTIAIRE MARCHAND

SECTEURS INDUSTRIE

SECTEURS TERTIAIRE NON MARCHAND

TAUX DE CHÔMAGE

% de la population active au 4^e trimestre 2025



DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre en février 2026

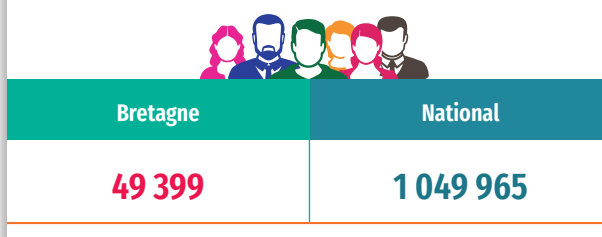


PRESTATAIRES DE FORMATION

	Bretagne	National
Organismes de formation	2 433 en 2025	101 750 en 2024
CFA/SA	189 en 2025	3 688 en 2024/2025

EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2024/2025



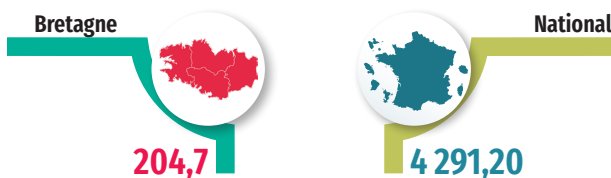
BUDGET GLOBAL

Évolution des dépenses formation de la région en millions d'euros

Année	2022	2023	2024
Montant (millions d'euros)	225	200,3	204,7

BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2024 en millions d'euros



BUDGET PRIMITIF 2026 : 214 millions d'euros pour l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle.

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (En %)	Année N
POPULATION TOTALE	3 510 488 en 2022	3 537 071 en 2023 3 510 058 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2026) (2)	0,76% (2022/2023)	69 294 105 en 2023 (1) 69 081 996 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2026) (2)
POPULATION ACTIVE	1 525 744 en 2021	1 547 696 en 2022	1,44%	31 353 400 en 2024 (France hors Mayotte)
dont 16-25 ans	161 223 en 2021	168 588 en 2022	4,57%	3 372 000 en 2024
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	260 780 (février 2025)	262 720 (en février 2026)	0,74%	5 768 400 (en février 2026) (France hors Mayotte)
Moins de 25 ans	39 560 (février 2025)	37 870 (en février 2026)	-4,27%	841 600 (en février 2026) (France hors Mayotte)
25-49 ans	152 780 (février 2025)	155 310 (en février 2026)	1,66%	3 412 000 (en février 2026) (France hors Mayotte)
50 ans ou plus	68 440 (février 2025)	69 540 (en février 2026)	1,61%	1 514 700 (en février 2026) (France hors Mayotte)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	5,9% (4 ^e trimestre 2024)	6,4% (4 ^e trimestre 2025)	0,5%	7,9% Au 4 ^e trimestre 2025 (France hors Mayotte)
dont 15-24 ans	13,9% en 2023	15% en 2024	1,1%	21,5% Au 4 ^e trimestre 2025 (France hors Mayotte)
dont 25-49 ans	5,4% en 2023	5,4% en 2024	-	6,9% Au 4 ^e trimestre 2025 (France hors Mayotte)
dont 50-64 ans	4,1% en 2023	3,9% en 2024	-0,2%	5,1% Au 4 ^e trimestre 2025 (France hors Mayotte)

Sources : Insee, JO, DARES, 2026

(1) Décret no 2025-1362 du 26 décembre 2025 authentifiant les chiffres des populations (JO du 28 décembre 2025) : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053177312>

(2) Estimation INSEE janvier 2026 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/8721456/estim-pop-nreq-sexe-gca-1975-2026.xlsx>

*Depuis janvier 2025, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail. Pour prendre en compte les situations de ces nouveaux publics, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, orientées en parcours social et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation (France Travail).

SECTEURS D'ACTIVITÉS POUR LA REGION	LIBELLÉ	NB D'EMPLOI	AU NIVEAU NATIONAL (France hors Mayotte)
SECTEURS GÉNÉRIQUES au 4 ^e trimestre 2025 (en milliers)	Tertiaire marchand	589 000	13 362 200
	Tertiaire non marchand	444 000	8 596 300
	Industrie	184 200	3 252 100

Source : Insee, 2026

MÉTIERS EN TENSION	DANS LA RÉGION	NATIONAL
	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des métiers porteurs en Bretagne (Janvier 2021) - Métiers en tension en Bretagne (Dreets Bretagne, 2024) - Métiers en 2030 : Région Bretagne (France Stratégie et Dares), 2023 	<p>Métiers émergents ou en particulière évolution, France compétences, 2026 https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2026/02/Liste-Metiers-en-evolution-ou-en-emergence-janvier-2026.pdf</p> <p>Liste annuelle des métiers émergents ou en particulière évolution pour 2025, France Compétences, 2025 https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2025/01/Guide-metiers-emergents-ou-en-particuliere-evolution-2025.pdf</p> <p>Arrêté du 21 mai 2025 fixant la liste des métiers et zones géographiques caractérisés par des difficultés de recrutement en application de l'article L. 414-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051643488</p> <p>Quels métiers en 2030 ? Rapport France Stratégie et la Dares, 2022 www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2022-pmq-rapport-mars_4.pdf</p>

Sources : France Travail, France Compétences, Haut-commissariat à la stratégie et au plan, Base FAR Centre Info, 2026

INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

LES ORGANISMES DE FORMATION

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF	2 433 en 2024 (Selon Gref Bretagne ; comprend aussi les CFA)	2 733 en 2025 (Selon Gref Bretagne ; comprend aussi les CFA)	12,33%	101 750 en 2024
Formations commandées par les Conseil régionaux	32 800 en 2023	31 000 en 2024	-5,49%	321 400 en 2024

Sources : Annexes aux projets de loi de finances pour 2025 et 2026, Gref Bretagne (Base Ofeli)

APPRENTISSAGE

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA	185 en 2024 (Selon Gref Bretagne)	189 en 2025 (Selon Gref Bretagne)	2,16% (Gref Bretagne)	3 688 en 2024/2025
	158 en 2024 (Selon la Dreets Bretagne)	162 en 2025 (Selon la Dreets Bretagne ; déclarés en Bretagne et avec Qualiopi apprentissage)	2,53% (Dreets Bretagne)	
Montant de la dépense pour l'apprentissage	6,2 M€ en 2023	7,5 M€ en 2024	16,67%	263,5 M€ en 2024
Effectif d'apprentis	49 126 (2023/2024)	49 399 (2024/2025)	0,56%	1 049 965 (2024/2025)
Nb de contrats d'apprentissage	47 108 en 2024	46 679 en 2025	4,86%	997 045 en 2025

Sources : RERS, DARES PoEm, Dreets Bretagne, Gref Bretagne (Base Ofeli), Annexes aux projets de loi de finances pour 2025 et 2026

PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

La France a lancé en 2004 une nouvelle politique industrielle. Les pôles de compétitivité ont été créés pour structurer des réseaux sur une thématique donnée, en associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique, la politique des pôles de compétitivité constituant un important levier de la politique d'innovation française. Depuis 2019, les régions assurent le suivi des actions des pôles.

Pour la phase V (2023-2026), cinquante-cinq pôles de compétitivité dont 2 nouveaux ont été labellisés en France.

CINQUANTE-CINQ POLES DE COMPETITIVITE RECENSES EN FRANCE EN 2024.

7 Pôles de compétitivité en Bretagne :

- **Atlantpole Biotherapies** : Biotechnologies / Santé
- **ID4MOBILITY** : Innovation ouverte dans le domaine des mobilités terrestres.
- **Pôle Mer Bretagne Atlantique** : Défense, sûreté et sécurité maritimes ; Naval et nautisme ; Ressources énergétiques et minières marines ; Ressources biologiques marines ; Environnement et valorisation du littoral. Ports, logistique et transport maritime
- **Valorial** : Innovation agri-alimentaire
- **Images & Réseaux** : Technologies et usages du numérique
- **VEGEPOLYS VALLEY** : Agriculture et IAA : le végétal
- **EMC2** : Aéronautique, Naval, Défense, Solutions Industrie du Futur

Source : <https://entreprises.gouv.fr/>

CAMPUS DES METIERS ET DES QUALIFICATIONS

Le territoire national compte plus d'une centaine de Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers. 19 campus ont été labellisés en 2025, dont 16 comprenant la mention "Excellence ».

CINQ CAMPUS DES METIERS DANS LA REGION BRETAGNE DONT 4 LABELLISES CAMPUS D'EXCELLENCE.

Campus des métiers et des qualifications Industries de la mer (labellisé Campus d'excellence)

- Territoire : Bretagne occidentale, avec le pôle brestois (port de Brest), au cœur du Campus
- Secteurs professionnels : mer (pêche, conchyliculture, poissonnerie, mareyage) ; transport et logistique (transport de marchandises, logistique) ; travaux publics ; industries agricoles et alimentaires ; métallurgie ; bâtiment ; agriculture ; nautisme ; propreté
- Filière(s) de formation : la chaudronnerie et la soudure ; l'électrotechnique ; la maintenance ; l'électronique

Campus des métiers et des qualifications d'excellence Numérique et photonique (labellisé Campus d'excellence)

- Territoire : Bretagne, avec le pôle Lannion - Trégor au cœur du campus
- Secteurs professionnels : Numérique, Internet des objets, Photonique, Sécurité numérique,
- Filière(s) de formation : Informatique - Multimédia - réseaux & télécommunication ; Électronique - Électrotechnique - habitat intelligent ; Photonique – Robotique ; Fibre très haut débit ; Sécurité - Cyber sécurité.

Campus des métiers et des qualifications Filière alimentaire de Bretagne

- Territoire : Cornouaille – Finistère
- Secteurs professionnels : Industries alimentaires - Agro industries
- Filière(s) de formation : Industries alimentaires - Agro industries

Campus des métiers et des qualifications du bâtiment durable en Bretagne (labellisé Campus d'excellence)

- Territoire : Rennes et Brest.
- Secteurs professionnels : Bâtiment gros-œuvre, second-œuvre, ingénierie, écoconstruction.,
- Filière(s) de formation : Génie civil, Génie climatique, Domotique.

Campus des métiers et des qualifications d'excellence Éducation artistique et culturelle en Bretagne (labellisé Campus d'excellence)

- Territoire : Guingamp-Paimpol Agglomération.
- Secteurs professionnels : Éducation artistique et culturelle (EAC), Culture scientifique, technique et industrielle (CSTI).
- Filières associées : Communication et information / arts et spectacles / éducation / médiation scientifique, Restauration du patrimoine architectural
- Filière(s) de formation : Éducation artistique et culturelle, Spectacle vivant, culture et patrimoine, arts du spectacle, audiovisuel, Design, architecture et métiers d'art, industrie graphique, Industries culturelles et créatives (ICC)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, 2026

PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

CONSEIL RÉGIONAL

Groupe Majoritaire Politique	PS et PRG
Président	Loïg CHESNAIS-GIRARD
Vice-Présidente	Forough DADKHAH, vice-présidente emploi, formation et orientation

COMMISSIONS

Commission Formation, orientation et langues de Bretagne	
Présidente	Emilie KUCHEL

DIRECTIONS GENERALES

Direction Général Des Services	
Directeur	Patrick MALFAIT

Direction Général Adjoint Pôle Education, Orientation, Formation, Economie	
Directrice	Cécile FISHER

DIRECTION FORMATION - ORIENTATION

Direction du développement des formations et des compétences	
Directeur	Bertrand LAURENCEAU

Source : Conseil régional, 2026

SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	ROBINE	Franck	02 99 02 10 35
SGAR	BOURSIN	Jean-Christophe	02 99 02 10 35
DREETS	DESCACQ	Véronique	02 99 12 22 22
Rectrice	INSEL	Hélène	02 23 21 77 77

Source : Centre Inffo, 2026

INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX

CARIF-OREF

Gref Bretagne

Directrice : **Delphine BOURDAIS**

Site internet : www.gref-bretagne.com

BUDGETS

DÉPENSES FORMATION PROFESSIONNELLE-APPRENTISSAGE

DÉPENSES/2022/2023/2024

En Millions d'euros

	Dépenses totales	Formation professionnelle continue	Apprentissage	Formations sanitaires et sociales	Dépenses non ventilables
2022	225	111,7	12,6	63	30,2
2023	200,3	101	6,2	66,6	26,5
2024	204,7	101,5	7,5	67,8	27,9

Sources : Annexes aux Projets de loi de finances pour 2024/2025/2026

BUDGET PRIMITIF

Voté les 12 février 2026 - les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région.

Le budget 2026 s'élève à 2,003 milliards d'euros **dont 214 M€ en 2026 pour l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle.**

BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2026 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	1 612 583 600	1 612 583 600
Investissement	1 253 444 300	1 253 444 300
Total	2 866 027 900	2 866 027 900

Capacités d'engagement

Libellé	BP 2025	BP 2026	Evolution
Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage			
Fonctionnement	414 655 300	399 633 100	-3,62%
Investissement	165 190 900	155 552 400	-5,83%
Action économique			
Fonctionnement	59 402 500	48 725 700	-17,97%
Investissement	75 041 900	71 505 000	-4,71%

Source : Conseil régional, 2026

PROGRAMMATION RÉGIONALE (ET PARTENARIAT)

CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGION 2021-2027 (SIGNE LE 15 MARS 2022)

Les grands axes du volet « Insertion - Emploi - Formation » du CPER sont :

- Soutien aux démarches territoriales innovantes, dans le cadre du CPRDFOP et via des commissions territoriales emploi/formation. Seront soutenues des actions en lien avec l'ESS ainsi que des initiatives territoriales innovantes en matière d'emploi et de formation dont les démarches de GPECT
- Soutien à des outils partagés avec la consolidation de l'action du GREF (Carif-Oref en Bretagne)
- Poursuite du développement de la performance des entreprises et des organisations en améliorant les conditions de travail des salariés et la qualité de vie au travail via le soutien à l'ARACT. Une attention sera portée en matière de contribution au développement de l'attractivité des secteurs et métiers en tension particulièrement mis en évidence par la crise COVID.
- Mise en œuvre d'actions sur mesure permettant de réduire les tensions de recrutement
- Développement des travaux d'observation et analyse sectoriels
- Soutien aux actions menées en matière d'égalité professionnelle et notamment en matière d'insertion professionnelle des femmes éloignées de l'emploi.

Source : Base FAR Centre Inffo, 2026

CPRDFOP 2023-2027 (ADOPTÉ LE 7 AVRIL 2023)

La Stratégie régionale des transitions économique et sociale intégrant le CPRDFOP a été adoptée le 7 avril 2023.

La Région, l'Etat et les partenaires sociaux bretons s'engagent à mettre en œuvre les chantiers prioritaires suivants :

- Anticiper les métiers de demain en confortant l'analyse prospective emploi – compétences,
- Permettre à chacun-e d'être acteur-trice de son avenir professionnel,
- Faire de la carte des formations professionnelles un outil dynamique d'accompagnement des parcours et transitions,
- Développer et sécuriser les parcours d'insertion par l'alternance,
- Favoriser la persévérance en formation initiale et sécuriser les parcours tout au long de la vie,
- Accompagner les publics éloignés vers la qualification et l'emploi,
- Mettre les enjeux de transition écologique au cœur de l'orientation et de la formation,
- Faire de l'entreprise un acteur clé dans l'orientation, la formation et les parcours professionnels

Source : Base FAR Centre Inffo, 2026

PROTOCOLE D'ACCORD PLURIANNUEL DU PACTE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES (PRIC) 2024 – 2027 (ADOPTÉ LE 13 FEVRIER 2024)

Le Protocole d'accord pluriannuel du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) 2024-2027 a été adopté par la Région, le 13 février 2024 et signé le 27 juin 2024.

Parmi les objectifs, on relève :

- Améliorer l'accès aux formations des personnes en recherche d'emploi prioritaires visées par l'effort additionnel de l'Etat et singulièrement vers les formations qualifiantes liées aux métiers en tension,
- Poursuivre la dynamique collaborative initiée par le PRIC 2019-2023,
- Mobiliser les aides à la formation avant embauche en articulation avec France Travail,
- Conduire le pilotage en continu des entrées en formation des publics prioritaires et la réponse aux tensions de recrutement...

Source : Base FAR Centre Inffo, 2026

SPRO - IDEO, LE SERVICE PUBLIC REGIONAL D'INFORMATION ET D'AIDE A L'ORIENTATION EN BRETAGNE

IDÉO informe et conseille chaque Breton.ne sur les métiers, les formations et les opportunités d'emploi en Bretagne depuis le collège et tout au long de la vie active.

Gratuit et accessible partout en Bretagne, le service public IDÉO est piloté par la Région Bretagne et assuré par :

- 11 réseaux régionaux membres présents sur l'ensemble de la Bretagne : l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), les Cap Emploi, Groupement Evolution Bretagne, Transitions Pro Bretagne, les centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), les centres d'Information et d'Orientation (CIO), Pôle emploi, le réseau des Missions Locales, le réseau Information Jeunesse, le réseau des structures de proximité emploi-formation (SPEF), les services Universitaires d'Information, d'Orientation et d'Insertion Professionnelle (SUIO-IP).
- Des membres associés : l'Association Jeunes Industrie régionale (AJIR Bretagne), les Associations jeunesse et entreprises du Finistère et des Côtes d'Armor (AJE 29 et AJE 22), Cap Avenir, la Chambre de commerce et de l'industrie régionale (CCIR), la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat (CRMA), la Chambre régionale de l'agriculture de Bretagne (CRAB), la Cité des métiers, l'Espace Orientation Métiers des Capucins, l'exploratoire, la Touline.

Source : Site IDEO, 2026

DERNIERES ACTUALITÉS

Bretagne : mise à jour des aides financières destinées aux stagiaires de la formation professionnelle

La Région Bretagne a adopté, le 30 mars 2026, une [délibération](#) visant à faire évoluer son dispositif d'aide financière destiné aux stagiaires de la formation professionnelle. L'objectif est de faciliter l'accès à la formation, de sécuriser les parcours et de mieux prendre en compte les situations personnelles des bénéficiaires.

Ce nouveau règlement, valable jusqu'au 31 décembre 2028, repose sur une aide mensuelle composée d'un socle de 315 euros, complété par des majorations selon le quotient familial. Cette modulation permet d'adapter le montant de l'aide aux ressources des stagiaires et de soutenir davantage les publics les plus fragiles.

Le dispositif intègre également des forfaits spécifiques pour couvrir certaines dépenses liées à la formation. Un forfait restauration contribue aux frais alimentaires, tandis qu'un forfait mobilité prend en compte la distance entre le domicile et le lieu de formation.

Ces compléments visent à lever les freins financiers concrets qui peuvent compromettre l'entrée ou le maintien en formation.

Parmi les principales nouveautés, la Région introduit une aide à la garde d'enfants destinée aux parents isolés. Cette mesure répond à une difficulté fréquente rencontrée par les stagiaires ayant des responsabilités familiales, en leur offrant un soutien financier supplémentaire adapté au nombre d'enfants à charge.

Selon les situations, l'aide totale peut atteindre plusieurs centaines d'euros par mois, renforçant ainsi l'accompagnement des demandeurs d'emploi non indemnisés, des jeunes de moins de 26 ans ou encore des personnes en reconversion.

Le versement de l'aide est conditionné à une formation d'au moins 70 heures et à l'assiduité du stagiaire. En cas d'absences injustifiées ou d'abandon, des sanctions peuvent être appliquées.

Source : Site de Centre Inffo, Claudia Manuel de Condinguy, 16 avril 2026

Bretagne : un panorama des pactes sectoriels pour anticiper les besoins en compétences

Le Gref Bretagne (Carif-Oref de Bretagne) lance une nouvelle rubrique dédiée aux pactes sectoriels bretons, avec un objectif clair : mieux anticiper les besoins en compétences et accompagner les transitions économiques.

Un outil pour répondre aux enjeux emploi-formation

Dans la continuité des contrats d'objectifs, ces pactes renforcent la coopération entre l'État, la Région Bretagne et les représentants des branches professionnelles.

L'ambition : adapter les formations et les emplois aux évolutions des secteurs stratégiques de l'économie bretonne.

10 secteurs clés concernés

Les pactes sectoriels couvrent dix filières majeures :

- Agriculture
- Pêche et aquaculture
- Bâtiment
- Travaux publics
- Métallurgie
- Numérique
- Transport et logistique terrestre
- Secteur alimentaire
- Industries de carrières et matériaux de construction
- Secteur sanitaire et social (grand âge)

Des contenus concrets et utiles

Pour chaque secteur, la rubrique propose une lecture rapide et opérationnelle avec des chiffres clés, les enjeux emploi-formation, les actions prioritaires, des ressources complémentaires

Des premières publications déjà en ligne

Les pactes sectoriels **Agriculture** et **Bâtiment** sont déjà disponibles à la consultation. D'autres seront publiés prochainement, notamment sur les travaux publics, le numérique, la pêche – aquaculture et le secteur alimentaire

Source : Gref Bretagne, 16 mars 2026

Bretagne : la Région accorde une subvention en faveur de l'insertion professionnelle des personnes autistes

L'association Graine d'Autodétermination œuvre en faveur de l'insertion professionnelle des adolescents et adultes autistes. La Région Bretagne lui a accordé une subvention de 30 000€. Si cette somme permettra dans un premier temps d'accentuer la sensibilisation auprès des entreprises, la structure envisage d'élaborer des formations afin de les aider à monter en compétences dans leur gestion inclusive.

La statistique est évocatrice. « *En France, 5 % des adultes autistes occupent un emploi, contre 58 % aux États-Unis, la plupart du temps en milieu protégé donc en Esat [établissement et service d'accompagnement par le travail]. Seulement 1 % vont vers les secteurs ordinaires* », assène Jill Boucharé, présidente de l'association Graine d'Autodétermination (Finistère). Elle-même est mère d'un adolescent en situation d'autisme, et affiche vingt années d'expérience dans le domaine des troubles du spectre de l'autisme : centre ressources autisme, accompagnement libéral, etc.

Via l'appel à projets « *Gestion inclusive des ressources humaines* », lancé par la Région Bretagne dans le cadre Plan d'investissement des compétences (PIC), son association a pu bénéficier d'une subvention de 30 000€.

Recherche de financements supplémentaires

« *Nous accompagnons les jeunes et les adultes en rupture de parcours vers le monde du travail. Grâce à notre pôle ressources, nous aidons les organismes certificateurs ou diplômants à mieux comprendre et s'adapter au fonctionnement des personnes autistes. Pour les personnes ne pouvant prétendre à une certification ou un diplôme, nous avons créé un Parcours Réussite Emploi pour leur permettre d'acquérir des compétences professionnelles directement au sein des entreprises. Nous partons du projet du bénéficiaire et n'imposons rien (...) Il est important d'outiller les entreprises et de les soutenir afin qu'elles puissent développer leurs compétences inclusives. Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas une forme d'autisme mais plusieurs* », expose Jill Boucharé.

En parallèle, Graine d'Autodétermination approche les entreprises locales pour défendre la cause des travailleurs autistes, « *nous avons aussi sensibilisé les organismes de formation opérateurs intervenant dans les dispositifs régionaux Prépa (avenir, emploi, etc.)*. » Les 30 000€ vont lui permettre d'appuyer son action, en déployant davantage de moyens humains car « *nous sommes tous bénévoles.* »

Jill Boucharé aimerait surtout passer à la vitesse supérieure, mettre en place une réelle formation et des parcours adaptés au sein des entreprises. Ne manque plus que des fonds supplémentaires, « *peu importe leur origine, privée ou publique* », affirme-t-elle.

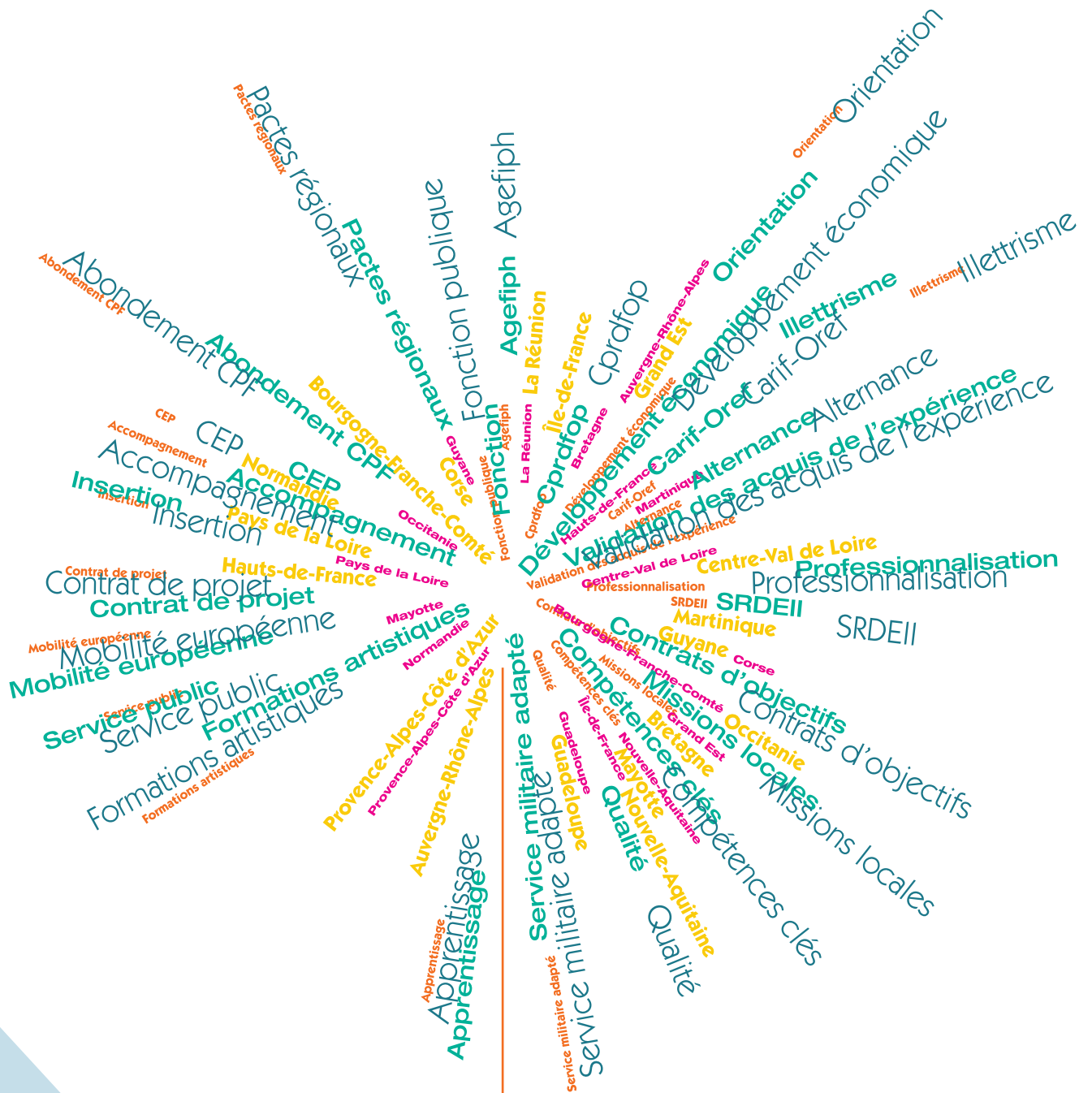
Le scénario d'une certification

« *L'idée serait de sensibiliser, former et coacher les entreprises afin de les aider à acquérir des compétences d'inclusion nécessaires. Pas besoin d'un accompagnement sur dix ans.* » Jill Boucharé évoque la création d'une future certification, en lien avec les organismes de droit commun.

« *Ne pas comprendre le fonctionnement d'une personne autiste, c'est courir le risque de proposer un cadre de travail inadapté. Dans le cas contraire, c'est très positif, les travailleurs développent des compétences fortes et la qualité de vie au travail de l'ensemble des salariés s'en trouve améliorée.* »

Source : Le quotidien de la formation, Jonathan Konitz, 28 octobre 2025

Les Régions au cœur de la formation



Association loi 1901, Centre Inffo propose aux professionnels de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles une expertise en droit et ingénierie, une offre de formation et une information sur-mesure et spécialisée. Il réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et anime les débats des professionnels.

Fort d'une équipe de 62 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses partenaires et clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux et projets.

Centre Inffo
4, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La Plaine cedex
Tél. : 01 55 93 91 91 - www.centre-inffo.fr

Département Régions-Europe-International
contact.regions@centre-inffo.fr